

A.P.A.S.E

**Siège social : 33, rue Des Landelles
35510 CESSON-SEVIGNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

A.P.A.S.E

**Siège social : 33, rue Des Landelles
35510 CESSON-SEVIGNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association APASE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association APASE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « concours publics et subvention d'exploitation » de l'annexe décrit le traitement comptable retenu pour la comptabilisation des concours publics et des subventions d'exploitation. Nos travaux ont consisté à examiner les décisions de leur attribution et à vérifier par sondage l'application de la méthode décrite dans l'annexe.

Par ailleurs, la note « Fonds dédiés » de l'annexe décrit le traitement comptable retenu pour la comptabilisation des Fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre association décrite dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de cette méthode.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit, afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant, fournies dans les comptes annuels ;

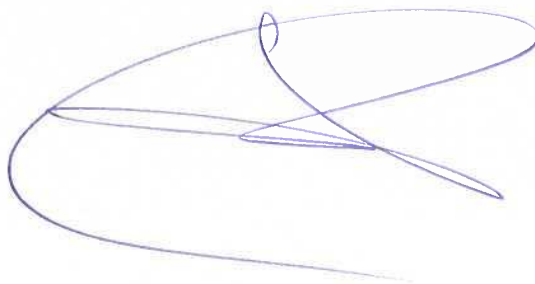
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT BRIEUC, le 7 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

S.A.S. FITECO

Représenté par Cédric GOURET



A.P.A.S.E

**Siège social : 33, rue Des Landelles
35510 CESSON-SEVIGNE**

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2023

APASE

TOUS

33 rue des Landelles
35510 - CESSON-SEVIGNE

Tél : 02 23 30 09 50

Fax : 02 23 30 09 51

BILAN COMPTABLE

EXERCICE 2023

A C T I F	Arrêté au 31/12/2023 Durée 12 mois			31/12/2022 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	314 446,01	-88 534,90	225 911,11	227 940,68
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	744 420,00		744 420,00	75 000,00
Constructions	7 476 372,68	-1 988 415,34	5 487 957,34	1 741 623,71
Installations techniques matériel et outillage	50 105,95		50 105,95	71 336,64
Autres immobilisations corporelles	2 021 124,91	-1 604 858,69	416 266,22	540 591,80
Immobilisations corporelles en cours	131 379,15		131 379,15	298 470,47
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et Créances rattachées	271 048,75		271 048,75	268 418,00
Autres titres Immobilisés	1 000 000,00		1 000 000,00	1 000 000,00
Prêts	3 800,00		3 800,00	3 200,00
Autres	106 648,05		106 648,05	106 452,32
TOTAL I	12 119 345,50	-3 681 808,93	8 437 536,57	4 333 033,62
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	199 804,82		199 804,82	97 764,84
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	686 325,88		686 325,88	747 838,15
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	4 953 312,00		4 953 312,00	3 703 814,85
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	75 243,17		75 243,17	74 521,03
TOTAL III	5 914 685,87		5 914 685,87	4 623 938,87
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	18 034 031,37	-3 681 808,93	14 352 222,44	8 956 972,49

PASSIF		Arrêté au 31/12/2023 Durée 12 mois	31/12/2022 12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires	2 295,08	2 295,08	
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves pour projet de l'entité	5 169 385,04	5 525 914,36	
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 169 385,04	5 525 914,36	
Report à nouveau			
report à nouveau	-246 575,91	-210 577,97	
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-1 647 957,32	-1 505 033,73	
dont report à nouveau sous gestion propre	1 401 381,41	1 294 455,76	
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice	1 037 792,52	-392 527,26	
dont résultat sous gestion propre			
dont résultat sous gestion contrôlée			
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)	5 962 896,73	4 925 104,21	
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Subventions d'investissement	285 539,20	284 327,75	
Provisions réglementées			
Provisions réglementées	7 499,93	7 499,93	
TOTAL I	6 255 935,86	5 216 931,89	
Fonds reportés et dédiés:			
Fonds reportés liés aux legs et donations			
Fonds reportés liés aux legs et donations			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés	233 621,00	233 621,00	
TOTAL II	233 621,00	233 621,00	
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL III			
Provisions			
Provisions pour risques	138 728,07	367 818,07	
TOTAL IV	138 728,07	367 818,07	
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associés)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 461 163,78	3 406,41	
Emprunts et dettes financières diverses			
Emprunts et dettes financières diverses		357,00	
Avances et acomptes sur commandes			
Avances et acomptes sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	409 805,08	298 759,47	
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales	2 836 721,28	2 719 929,59	
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	13 551,51	14 326,26	
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)		2 953,63	
Instruments de trésorerie			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance	2 693,86	98 869,17	
TOTAL V	7 723 937,51	3 138 601,53	
Ecart de conversion Passif			
Ecart de conversion Passif			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL	14 352 222,44	8 956 972,49	

Visé par le Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

TOUS

	Arrêté au : Arrêté au 31/12/2023		Arrêté au 31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Ventes de Biens et Services						
Ventes de biens						
Ventes de prestations de services	1 322 373,68	6,08	1 321 371,03	6,53	1 002,65	0,08
Cotisations	264,00	0,00	288,00	0,00	-24,00	-8,33
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	21 745 605,63	100,00	20 244 363,10	100,00	1 501 242,53	7,42
Contributions des autorités administratives de tarification						
Versements des fondateurs ou consommation/dotation consompti						
Ressources liées à la générosité du public						
Dont Dons manuels						
Dont mécénat						
Dont Legs, donations & assurance-vie						
Dont Contributions financières						
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	7 000,00	0,03	163 000,00	0,81	-156 000,00	-95,71
Utilisations de fonds dédiés			256 118,11	1,27	-256 118,11	-100,00
Autres produits	606 355,23	2,79	481 286,84	2,38	125 068,39	25,99
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	23 681 598,54	108,90	22 466 427,08	110,98	1 215 171,46	5,41
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Achat de matières premières et autres						
Autres achats et charges externes	3 454 931,64	15,89	3 410 980,55	16,85	43 951,09	1,29
Impôts, taxes et versements assimilés	1 854 945,29	8,53	1 741 892,69	8,60	113 052,60	6,49
Salaires et traitements	12 806 822,36	58,89	11 971 027,48	59,13	835 794,88	6,98
Charges sociales	5 323 582,26	24,48	5 016 261,75	24,78	307 320,51	6,13
DOTATIONS D'EXPLOITATION						
Sur immobilisation :						
Dotations amortissements	482 748,82	2,22	431 487,85	2,13	51 260,97	11,88
Dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions						
Pour risques et charges : Dotations aux provisions			234 490,00	1,16	-234 490,00	-100,00
Autres charges	17,07	0,00	2 693,33	0,01	-2 676,26	-99,37
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	23 923 047,44	110,01	22 808 833,65	112,67	1 114 213,79	4,89
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-241 448,90	-1,11	-342 406,57	-1,69	100 957,67	-29,48
Opération en commun						
Bénéfice attribué, perte transférée Total III						
Perte supportée, bénéfice transféré Total IV						
OPÉRATION EN COMMUN						
Produits financiers						
Produits financiers de participations	2 554,71	0,01	1 261,63	0,01	1 293,08	102,49
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	43 000,00	0,20	22 383,56	0,11	20 616,44	92,11
Autres intérêts et produits assimilés	53 217,74	0,24	4 976,12	0,02	48 241,62	969,46
Reprises/provisions et transfert de char	222 090,00	1,02			222 090,00	
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL V	320 862,45	1,48	28 621,31	0,14	292 241,14	1 021,06
Charges financières						
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées	47 228,61	0,22	24 269,23	0,12	22 959,38	94,60
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placem						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL VI	47 228,61	0,22	24 269,23	0,12	22 959,38	94,60
RESULTATS FINANCIERS	273 633,84	1,26	4 352,08	0,02	269 281,76	6 187,43
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	32 184,94	0,15	-338 054,49	-1,67	370 239,43	-109,52
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion	295 784,61	1,36	15 900,56	0,08	279 884,05	1 760,22
Sur opération en capital	1 028 538,91	4,73	14 049,15	0,07	1 014 489,76	7 221,00
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL VII	1 324 323,52	6,09	29 949,71	0,15	1 294 373,81	4 321,82
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	74 755,91	0,34	74 554,51	0,37	201,40	0,27
Sur opération en capital	243 960,03	1,12	9 867,97	0,05	234 092,06	2 372,24
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VIII	318 715,94	1,47	84 422,48	0,42	234 293,46	277,52

Compte de résultat

TOUS

	Arrêté au : Arrêté au 31/12/2023		Arrêté au 31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 005 607,58	4,62	-54 472,77	-0,27	1 060 080,35	-1 946,07
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL IX						
Impôts sur les bénéfices						
IMPOTS SUR LES BENEFICES TOTAL X						
PRODUITS	25 326 784,51	116,47	22 524 998,10	111,27	2 801 786,41	12,44
CHARGES	24 288 991,99	111,70	22 917 525,36	113,20	1 371 466,63	5,98
SOLDE INTERMÉDIAIRE	1 037 792,52	4,77	-392 527,26	-1,94	1 430 319,78	-364,39
Total XI						
Eng à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	1 037 792,52	4,77	-392 527,26	-1,94	1 430 319,78	-364,39

Visé par le Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

TOUS

Arrêté au : Arrêté au 31/12/2023 Arrêté au 31/12/2022 Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature	55 980,00	0,26	55 980,00	0,28		
Prestation en nature						
Bénévolat	14 100,48	0,06	12 612,00	0,06	1 488,48	11,80
CONTRIBUTIONS PRODUITS	70 080,48	0,32	68 592,00	0,34	1 488,48	2,17
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services	55 980,00	0,26	55 980,00	0,28		
Prestations en nature						
Personnel bénévole	14 100,48	0,06	12 612,00	0,06	1 488,48	11,80
CONTRIBUTIONS CHARGES	70 080,48	0,32	68 592,00	0,34	1 488,48	2,17

Visé par le Commissaire aux Comptes

Règles, Méthodes et Principes comptables

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 14 352 K€

Le résultat net comptable est un excédent de 1 038 K€

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, et conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du plan comptable général, au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations ainsi qu'au règlement 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Visé par le Commissaire aux Comptes

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions réglementées (hors dérogatoires) : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

Comptabilisation de la variation des dépenses pour congés payés pour un montant de 342K€. Le montant des provisions CP constatées à fin décembre 2023 est de 1 953 K€.

Fonds propres

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

Visé par le Commissaire aux Comptes

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention. Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables à des autorités de tarification par ses établissements selon les dispositions de l'article L. 313-19 du code de l'action sociale et des familles et dont l'affectation est soit décidée par une autorité de tarification selon les dispositions de l'article R. 314-51 du même code, soit réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 314-234 du même code. Ces fonds propres constituent les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée.

Fonds dédiés

En application de l'article 132-1 du règlement 2018-06, la partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ». Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n°2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous.

Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 et 132-4 du règlement précité.

Visé par le Commissaire aux Comptes

Concours publics et subventions d'exploitation

▪ Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

▪ Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits. Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

Visé par le Commissaire aux Comptes

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance. Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges ».

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie. A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Informations sur les transactions effectuées avec des personnes physiques ou personnes morales, dénommées contrepartie

En application de l'Art. 431-12 du règlement ANC 2018-06, l'entité fournit en annexe des informations sur les transactions qu'elle a effectuées avec des personnes physiques ou personnes morales, dénommées contrepartie :

- Désignation de la contrepartie ;
- La nature de la relation avec la contrepartie ;
- Le montant des transactions réalisées avec la contrepartie ;
- Toute autre information sur les transactions nécessaire à l'appréciation de la situation financière de l'entité. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux transactions courantes conclues à des conditions normales.

visé par le Commissaire aux Comptes

Les transactions figurant dans l'annexe remplissent la condition d'être non habituelles ou de ne pas être conclues à des conditions normales comme, par exemple une dotation à une fondation ou à un fonds de dotation, ou un apport en fonds propres à une autre entité. Ces transactions ne sont pas limitées à certaines contreparties (parties liées ou conventions visées à l'article L. 612-5 du code de commerce).

Aucune transaction de ce type n'a été conclue au cours de l'exercice.

Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

▪ Rémunération des dirigeants

La directrice générale est rémunérée en application de la convention collective en vigueur dans l'établissement.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2023 car ils n'ont pas été rémunérés.

▪ Contributions et charges des contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services. Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

Visé par le Commissaire aux Comptes

- La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme, par exemple, la valeur locative des mises à disposition de locaux.
- Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :
- Nature de ces contributions : mise à disposition de biens,

Le temps passé par les bénévoles n'a pu faire l'objet d'une évaluation satisfaisante et reste peu significatif.

L'APASE a bénéficié d'une mise à disposition de locaux à titre gracieux pour un montant de 56K€ et un temps de bénévolat de **742 heures valorisées au SMIC chargé pour un montant de 14 K€.**

Les engagements de retraites et avantages assimilés

Le montant des engagements en matière d'indemnités de fin de carrière représente 1 687 K€, dette actuarielle au 31.12.23 dont 259 K€ alloués à un contrat en retraite ; calculée selon les éléments ci-dessous :

L'étude a pour objectif de déterminer le coût total de l'engagement pour l'Entreprise ainsi que les différentes possibilités de financement. L'étude est réalisée en euros courants.

La méthode de calcul utilisée est conforme à celle recommandée par le CNC (Conseil National de la Comptabilité) du 1er avril 2003 reprenant la méthode internationale exposée dans la norme IAS n° 19.

présenté par le Comité aux Comptes

Date d'évaluation :	01/01/2023
Droits des salariés calculés se basent :	HANDICAPES (Etablissements et services pour personnes)
Âge de départ à la retraite	
Cadres	64 ans
Non cadres	64 ans
Probabilité de vie au terme :	Table mortalité 00-02 hommes/femmes
Probabilité d'être présent au terme	Turnover faible
Évolution des salaires :	
Cadres	0,50 %
Non cadres	0,50 %
Charges sociales patronales :	
Cadres	57,00%
Non cadres	57,00%
Taux d'actualisation	3.50 %
Allocation d'actif	Profil Prudent : 100,00 %
Taux de rendement financier net	Profil Prudent : 2,70 %
Définition de la probabilité de présence :	
Le taux de rotation annuel permet d'intégrer les probabilités de démission ou de licenciement selon l'âge ou selon l'ancienneté.	
Définition de la probabilité de vie :	
La probabilité d'être en vie à la date du départ en retraite est déterminée en utilisant une table de mortalité.	

Visé par le Commissaire aux Comptes

Immobilisations

TOUS

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement			
Autres postes d' immobilisations incorporelles	426 088.64		33 164.10
Immobilisations incorporelles	426 088.64		33 164.10
Terrains	75 000.00		669 420.00
Constructions sur sol propre	2 968 618.61		3 965 566.57
Constructions sur sol d'autrui			
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	1 293 783.07		36 436.21
Installations techniques, matériel et outillage industriels	72 336.97		
Install générales, agenc. et aménag. divers			
Matériel de transport	1 064 409.20		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	813 753.20		35 815.40
Emballage récupérables et divers	166 376.69		34 880.06
Immobilisations corporelles en cours	298 470.47		51 689.00
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	6 752 748.21		4 793 807.24
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation	268 418.00		2 798.75
Autres titres immobilisés	1 000 000.00		
Prêts et autres immobilisations financières	109 652.32		84 205.29
Immobilisations financières	1 378 070.32		87 004.04
Total Général	8 556 907.17		4 913 975.38

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de				
Autres postes d' immobilisations incorporelles		144 806.73	314 446.01	
Immobilisations incorporelles		144 806.73	314 446.01	
Terrains			744 420.00	
Constructions sur sol propre	146 926.00	473 352.02	6 607 759.16	
Constructions sur sol d'autrui				
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	71 855.00	533 460.76	868 613.52	
Installations techniques, matériel et outillage industriel		22 231.02	50 105.95	
Install générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport			1 064 409.20	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		83 912.04	765 656.56	
Emballage récupérables et divers		10 197.60	191 059.15	
Immobilisations corporelles en cours	-218 781.00		131 379.15	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles		1 123 153.44	10 423 402.69	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation		168.00	271 048.75	
Autres titres immobilisés			1 000 000.00	
Prêts et autres immobilisations financières		83 409.56	110 448.05	
Immobilisations financières		83 577.56	1 381 496.80	
Total Général		1 351 537.73	12 119 345.50	

Amortissements

TOUS

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	198 147.96	35 193.67	144 806.73	88 534.90
Immobilisations incorporelles	198 147.96	35 193.67	144 806.73	88 534.90
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 519 013.77	206 822.22	309 860.59	1 415 975.40
Construction sur sol d'autrui	938 592.85	41 943.67	456 243.13	524 293.39
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Installations techniques, matériel et outillage	64 171.68	3 876.87	19 902.00	48 146.55
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport	816 140.77	91 494.93		907 635.70
Matériel de bureau, informatique, mobilier	590 243.60	75 631.23	83 912.04	581 962.79
Emballages récup et divers	97 562.92	27 786.23	10 088.95	115 260.20
Immobilisations corporelles	4 025 725.59	447 555.15	880 006.71	3 593 274.03
Total Général	4 223 873.55	482 748.82	1 024 813.44	3 681 808.93

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	35 193.67				
Immobilisations incorporelles	35 193.67				
Terrains					
Constructions sur sol propre	206 822.22				
Construction sur sol d'autrui	41 943.67				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers					
Installations techniques, matériel et outillage	3 876.87				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers					
Matériel de transport	91 494.93				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	75 631.23				
Emballages récup et divers	27 786.23				
Immobilisations corporelles	447 555.15				
Total Général	482 748.82				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Visé par le Commissaire aux Comptes

Provisions

TOUS

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	7 499.93			7 499.93
Provisions réglementées	7 499.93			7 499.93
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour chage sociales, fiscales sur congés à				
Autres provisions pour risques et charges	367 818.07		229 090.00	138 728.07
Provisions risques et charges	367 818.07		229 090.00	138 728.07
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
Provisions pour dépréciation				
Total Général	375 318.00		229 090.00	146 228.00
Dotations et reprises d'exploitation			7 000.00	
Dotations et reprises financières			222 090.00	
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence				

Visé par le Commissaire aux Comptes

Créances et Dettes

TOUS

Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 800.00	3 800.00	
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	199 804.82	199 804.82	
Personnel et comptes rattachés	1 900.63	1 900.63	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6.06	6.06	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	684 709.82	684 709.82	
Charges constatées d'avance	75 243.17	75 243.17	
Total général	965 464.50	965 464.50	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	1 300.00		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	700.00		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	4 461 163.78	234 080.00	954 788.00	3 272 295.00
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	409 805.08	409 805.08		
Personnel et comptes rattachés	1 297 499.68	1 297 499.68		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 447 112.08	1 447 112.08		
Etat, impôt sur les bénéfices				
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	92 400.15	92 400.15		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 553.51	13 553.51		
Groupes et associés				
Autres Dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 693.86	2 693.86		
Total général	7 724 228.14	3 497 144.36	954 788.00	3 272 295.00
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice	4 500 000.00			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	39 193.22			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				